



Groupe d'évaluation de la mise en œuvre  
des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC)  
Première réunion ordinaire de 2021  
16 et 17 juin 2021  
Réunion virtuelle

OEA/Ser.E  
GRIC/O.1/INF.23/21  
24 juin 2021  
Original: anglais

**Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques  
Première réunion ordinaire de 2021**

**Rapport sur les dialogues du GRIC, par M. Dale Eppler  
Coordinateur national des États-Unis pour le Sommet**

Tout d'abord, je tiens à remercier mes homologues, les coordinateurs nationaux, et les représentants des gouvernements pour leur participation aux dialogues d'hier. Les États-Unis apprécient votre soutien à un processus de Sommet inclusif, et vous remercient de votre patience face à certains des défis techniques inhérents à l'utilisation de toute plateforme virtuelle. Vos contributions aux dialogues envoient un message positif à nos partenaires des autres secteurs.

Je tiens également à remercier le Secrétariat aux Sommets, la Banque interaméricaine de développement, le Forum citoyen des Amériques et l'Americas Business Dialogue pour les efforts qu'ils ont déployés afin de garantir un groupe de panélistes diversifié et représentatif. Je remercie aussi le Secrétariat aux Sommets et les membres du Groupe de travail mixte sur les Sommets pour leur rôle dans l'organisation et l'animation de ces dialogues productifs.

Je reconnais qu'il existe de nombreuses autres voix, et nous ne pouvons qu'effleurer la surface avec le temps et les outils dont nous disposons dans le cadre du GRIC. J'espère que notre dialogue avec les groupes de parties prenantes ne s'arrêtera pas aujourd'hui, mais que nous continuerons à trouver des moyens de relier les gens au Sommet de manière constructive et significative, alors même que nos gouvernements entament leur travail technique pour élaborer l'ordre du jour du Neuvième Sommet.

Bien que les dialogues aient couvert un large éventail de sujets, nous avons constaté un certain nombre de thèmes récurrents : des demandes pour que les gouvernements soient attentifs aux besoins de leurs citoyens, des demandes pour remédier à l'absence d'État de droit dans la région, des recommandations pour utiliser la technologie numérique afin de fournir des solutions à de nombreux défis auxquels notre continent est confronté, et des appels à des partenariats accrus entre la société civile, le secteur privé et les gouvernements.

Lors du dialogue sur la gouvernance, la lutte contre la corruption et les droits de la personne, les panélistes se sont accordés à dire que la pandémie de COVID-19 n'a pas seulement mis en évidence les faiblesses existantes en matière de gouvernance et d'État de droit, mais les a exacerbées. Cela a entraîné un recul des efforts de protection des droits de la personne et de lutte contre la corruption, auxquels il convient de remédier.

Dans toute notre région, les gens se sentent de plus en plus désenchantés par ce qu'ils perçoivent comme des processus et des institutions démocratiques qui ne parviennent pas à répondre à leurs besoins et à produire des résultats de développement qui n'excluent personne. Nous devons entendre ces voix et redoubler notre dévouement à la promotion et à la défense de la démocratie et des droits de la personne à travers le continent tout en assurant des progrès concrets sur les questions qui affectent les moyens de subsistance et le bien-être de nos populations.

Les solutions technologiques peuvent jouer un rôle important dans les efforts déployés pour faire progresser la transparence, la lutte contre la corruption et les droits de la personne à travers la région.

Dans le dialogue sur la réponse et la résilience face à la pandémie, les participants ont souligné que la COVID-19 a poussé la région à s'attaquer aux déficiences et aux inégalités en matière de soins de santé, de communications et d'autres services, en attirant l'attention de tous les secteurs sur la nécessité de renforcer la coordination et la préparation.

La réduction des écarts et des inégalités dans l'accès aux soins de santé, avec une plus grande inclusion et un meilleur accès aux technologies, est nécessaire pour accroître la résilience dans la région.

Les panélistes ont proposé de tirer parti du Sommet pour mettre en place un mécanisme formel visant à faciliter la coordination et la réponse entre les secteurs et les gouvernements en temps de crise. Ce mécanisme pourrait rassembler divers ministères, assurer la résilience des systèmes, éliminer les redondances, évaluer les différents risques, besoins et vulnérabilités, et accroître l'accès équitable aux ressources et aux technologies, notamment aux vaccins, à l'éducation et aux technologies de communication.

Dans le cadre du dialogue sur le changement climatique et le développement durable, les panélistes se sont concentrés sur les contributions humaines au changement climatique et sur l'impact du changement climatique sur les économies et les écosystèmes de la région. L'atténuation du changement climatique et la promotion du développement durable nécessiteront des solutions centrées sur les personnes, qui devraient inclure un engagement significatif des jeunes. Les efforts doivent se concentrer sur la protection des terres et des ressources naturelles, sur le bien-être des personnes, notamment les plus vulnérables, sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, sur la réduction de notre dépendance aux combustibles fossiles et sur la décarbonisation de nos économies.

De nombreux panélistes ont souligné la nécessité d'accroître le financement climatique pour permettre la transition vers l'abandon des combustibles fossiles et la modernisation des réseaux électriques. La nécessité de mobiliser les investissements est particulièrement urgente compte tenu de la vulnérabilité de la région aux événements climatiques.

Dans le dialogue sur la croissance économique et l'inclusion sociale, les panélistes se sont accordés sur les défis et les opportunités présentés par la numérisation et sur le besoin urgent de renforcer l'État de droit pour attirer les investissements, faciliter l'accès des groupes marginalisés aux opportunités et restaurer la confiance dans les gouvernements. L'éducation a occupé une place de premier plan dans les débats. Nos économies ont besoin d'une main-d'œuvre qualifiée et d'un accès aux opportunités dans une période d'évolution technologique rapide. Les groupes vulnérables ont pris encore plus de retard dans l'éducation à cause de la COVID-19.

Un large consensus s'est dégagé de tous les dialogues sur le fait que pour relever efficacement les défis auxquels notre région est confrontée, il faudra des alliances et des partenariats solides entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé. C'est un message que beaucoup d'entre nous ont entendu, et continueront d'entendre, alors que nous préparons le Neuvième Sommet des Amériques. C'est pourquoi il était si important pour notre processus de réunir tout le monde le premier jour du GRIC de la manière dont nous l'avons fait.

En tant que président du processus des Sommets, j'ai trouvé ces dialogues extrêmement utiles pour mettre en lumière un large éventail de questions qui sont clairement d'une grande importance pour notre région, ainsi que pour identifier les possibilités de coopération, ce qui est l'essence même du processus des Sommets. J'ai hâte de prendre connaissance de vos différents points de vue afin d'alimenter l'ordre du jour du Neuvième Sommet en cours de matinée.